

COMBATTONS MACRON le président des riches et du GO FAST antisocial.

JOUR de COLERE et de GREVE !

Jeudi 16 novembre 2017 Manifestations unitaires à l'appel de la CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNEL, FIDL du Var

Toulon - 10 H. 30 - Place de La Liberté

Draguignan - 10 H. 30 - Sous-Préfecture Le 16 novembre

UNISSONS-NOUS pour une société solidaire qui propose un avenir aux jeunes avec une économie au service des populations et de l'environnement.

L'ABONDANCE POUR LES RICHES... La politique libérale menée par Macron vise à accroître les inégalités au profit d'une minorité. Avec la fin de ISF, les 1% les plus riches, ceux qui détiennent le capital, vont recevoir des chèques jusqu'à 1 million d'euros !

DU SANG ET DES LARMES POUR LES AUTRES. TOUT le monde est touché : salariés du public comme du privé, retraités, sans emploi, jeunes.

• Les lois travail qui détruisent des droits des salariés-es. Pour en savoir plus : lien avant/après : <http://ugict.cgt.fr/ordonnances/>

• Les risques qui pèsent sur les droits des salariés-es et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ou de formation professionnelle.

- Des mesures précarisant toujours un peu plus l'emploi et l'insertion des jeunes sur le marché du travail.
  
- La remise en cause des droits à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur. • Les salaires trop faibles pour vivre dignement et de l'augmentation de la CSG (fausse bonne idée pour redonner du pouvoir d'achat aux actifs : cela va réduire encore le financement de la Sécurité Sociale et peser sur des retraités déjà pressurés.
  
- Des atteintes au service public (un plan social de 120 000 emplois publics, les services de proximité sont visés...) et à un droit à la protection sociale pour tous (moins 4 milliards pour la sécu alors que la population vieillit et que l'hôpital est au bord de la rupture). Le gouvernement fait les réformes que le patronat attendait. Gouvernement et MEDEF n'ont aucunement l'ambition de servir l'intérêt général et encore moins les salariés.